

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2015.

Art. 5. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 février 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

La Ministre des Affaires sociales,
M. DE BLOCK

Le Ministre de des Classes moyennes,
des Indépendants et des P.M.E.,
W. BORSUS

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

Art. 5. De minister bevoegd voor Sociale Zaken en de minister bevoegd voor Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 februari 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
K. PEETERS

De Minister van Sociale Zaken,
M. DE BLOCK

De Minister van Middenstand,
Zelfstandigen en K.M.O.'s,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2015/09112]

4 MARS 2015. — Arrêté royal portant approbation du règlement d'ordre intérieur du conseil des auditeurs du travail

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, l'article 152bis, alinéa 4, inséré par la loi du 12 avril 2004;

Considérant que le conseil des auditeurs du travail a établi le règlement d'ordre intérieur annexé au présent arrêté;

Considérant que le collège des procureurs généraux a approuvé le règlement d'ordre intérieur lors de sa réunion du 20 novembre 2014 ;

Sur la proposition du Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur du conseil des auditeurs du travail annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mars 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
Koen GEENS

Annexe à l'arrêté royal du 4 mars 2015 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du conseil des auditeurs du travail

Article 1^{er}. Le Conseil des auditeurs du travail, nommé ci-après le Conseil, est composé:

- du président;
- du vice-président, appartenant à un autre régime linguistique;
- d'un secrétaire, désigné parmi les membres du Conseil;
- de tous les autres auditeurs du travail;
- du procureur du Roi d'Eupen, qui est en même temps auditeur du travail d'Eupen;
- de l'auditeur du travail-adjoint de Bruxelles (de droit).

A sa propre demande, le procureur fédéral peut assister aux réunions du Conseil.

Les auditeurs de division peuvent assister aux réunions à la demande du Bureau ou des membres du Conseil.

Art. 2. Le Conseil se réunit, suite à une convocation par le président ou par le secrétaire au nom du président, au moins une fois par trimestre dans les locaux du Collège des Procureurs généraux et plus dans les locaux du SPF Justice.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2015/09112]

4 MAART 2015. — Koninklijk besluit ter goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de raad van arbeidsauditeurs

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, artikel 152bis, vierde lid, ingevoegd bij de wet van 12 april 2004;

Overwegende dat de raad van arbeidsauditeurs het huishoudelijk reglement dat bij dit besluit gevoegd is, heeft vastgesteld;

Overwegende dat het college van procureurs-generaal gedurende haar vergadering van 20 november 2014 het huishoudelijk reglement heeft goedgekeurd;

Op de voordracht van de Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het als bijlage bij dit besluit gevoegde huishoudelijk reglement van de raad van arbeidsauditeurs wordt goedgekeurd.

Art. 2. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 maart 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Koen GEENS

Bijlage bij koninklijk besluit van 4 maart 2015 ter goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de raad van arbeidsauditeurs

Artikel 1. De Raad van arbeidsauditeurs, hierna Raad genoemd, is samengesteld uit:

- de voorzitter;
- de ondervoorzitter, die tot een ander taalstelsel behoort;
- de secretaris, die is aangewezen uit de leden van de Raad;
- alle andere arbeidsauditeurs;
- de procureur des Konings van Eupen, tevens arbeidsauditeur te Eupen;
- de adjunct-arbeidsauditeur te Brussel (van rechtswege).

De federale procureur kan de vergaderingen van de Raad bijwonen op eigen verzoek.

De afdelingsauditeurs kunnen de vergaderingen bijwonen op verzoek van het Bureau of van de leden van de Raad.

Art. 2. De Raad vergadert na bijeenroeping door de voorzitter of de secretaris in naam van de voorzitter, ten minste eenmaal per trimester in de lokalen van het college van procureurs-generaal en niet meer in de lokalen van de FOD Justitie.

Le président ou le secrétaire convoquent le Conseil à l'initiative du président, ou à la demande du vice-président ou d'au moins deux membres, du Ministre de la Justice, du Collège des procureurs généraux ou du procureur fédéral.

L'ordre du jour est rédigé en commun par le Bureau, sauf en cas d'extrême urgence, où il est rédigé par un membre du Bureau. Lors de la réunion du Conseil, un membre du Conseil peut toujours ajouter un point à l'ordre du jour.

La convocation et l'ordre du jour sont portés à la connaissance des membres du Conseil par courriel au moins dix jours civils avant la date fixée pour la réunion. L'ordre du jour est également transmis au Ministre de la Justice, au Collège des procureurs généraux et au procureur fédéral. En cas d'extrême urgence, la convocation ou l'ordre du jour sont envoyés ultérieurement.

Le Conseil est assisté du secrétariat administratif du Collège du Ministère Public et du Service d'appui, mais ne dispose d'aucun budget de fonctionnement propre.

Art. 3. Le Conseil délibère valablement dès que la moitié plus une personne sont présentes.

Une décision est prise avec au moins la moitié plus un des votes émis valablement par les personnes présentes.

Dès qu'une majorité absolue n'a pas été atteinte, une nouvelle délibération aura lieu à ce sujet lors de la prochaine réunion. A ce moment, il sera décidé valablement à la majorité simple (plus de voix pour que de voix contre) nonobstant le quorum ou la majorité des membres présents.

En cas de parité des suffrages, le vote du président est décisif.

Le procureur fédéral, les auditeurs de division ou les experts, n'ont qu'une voix consultative.

Les membres du bureau sont élus au scrutin secret à la majorité simple.

Art. 4. Concernant les délibérations du Conseil, le secrétaire rédige un rapport en néerlandais et en français, avec la collaboration du service de traduction de l'auditorat de Bruxelles. Le rapport est traduit en allemand, pour autant que le service de traduction du parquet général de Liège puisse s'en occuper.

Le secrétaire envoie le rapport par courriel aux membres du conseil endéans le délai d'un mois qui suit la réunion. Les membres présents à la réunion communiquent leurs observations au secrétaire dans les deux semaines qui suivent l'envoi.

Le secrétariat porte les observations à la connaissance des membres, pour autant que ceux-ci n'en aient pas encore pris connaissance. Le rapport est considéré comme étant approuvé si aucune observation écrite n'a été reçue par mail dans les deux semaines qui suivent l'envoi.

Le secrétaire, ou le secrétariat administratif à la demande du secrétaire, envoie un exemplaire du rapport définitif au Ministre de la Justice, au Collège des procureurs généraux, au procureur fédéral et au Conseil des procureurs du Roi.

Art. 5. Au plus tard au début de l'année judiciaire, le Conseil compose son Bureau, qui est formé du président, du vice-président et du secrétaire.

Pour autant que le Conseil soit, au sein du Collège du Ministère Public, représenté par un autre auditeur du travail qui n'est pas membre du Bureau, celui-ci peut également assister aux réunions du Bureau.

Dans les limites de sa compétence, le Conseil confie au Bureau la préparation et la gestion de l'exécution des décisions du Conseil.

Le Bureau ne peut pas se prononcer sur une question de principe sans mandat préalable du Conseil.

En cas d'extrême urgence, le Bureau peut, après consultation des membres du Conseil, éventuellement par courriel, prendre les décisions qui ressortent de la compétence du Conseil. Le Bureau communiqué ces décisions dans le plus bref délai aux membres du Conseil. Ces décisions ne sont définitives qu'après leur approbation par le Conseil lors de la prochaine réunion.

Le Bureau prend toutes les initiatives en vue du bon fonctionnement du Conseil.

Le Bureau organise les élections.

Art. 6. Si le Bureau l'estime nécessaire, il peut se faire assister du Service d'appui.

De voorzitter of de secretaris roepen de Raad bijeen op initiatief van de voorzitter, of op verzoek van de ondervoorzitter of van ten minste twee leden, de Minister van Justitie, het college van procureurs-generaal of van de federale procureur.

De agenda wordt gezamenlijk opgesteld door Bureau, behoudens bij hoogdringendheid. In dat geval wordt hij opgesteld door een lid van het Bureau. Tijdens de vergadering kan een lid van de Raad nog steeds een agendapunt laten toevoegen.

De oproeping en de agenda worden ten minste tien kalenderdagen vóór de datum die voor de vergadering is vastgesteld, ter kennis gebracht aan de leden van de Raad. De agenda wordt tevens toegezonden aan de Minister van Justitie, het college van de procureurs-generaal en de federale procureur. Bij hoogdringendheid kunnen de oproeping of de agenda later worden verzonden.

De Raad wordt bijgestaan door het administratief secretariaat van het College van het Openbaar Ministerie en van de Steundienst. Hij beschikt niet over een eigen werkingsbudget.

Art. 3. De Raad beraadslaagt rechtsgeldig indien de helft plus een is bereikt onder de aanwezigen.

Een beslissing wordt genomen bij absolute meerderheid (de helft plus een) van het aantal geldig uitgebrachte stemmen van de aanwezige leden.

Indien de vereiste meerderheid niet is bereikt, wordt hierover opnieuw beraadslaagd op de eerstvolgende vergadering. Dan wordt geldig beslist met gewone meerderheid (meer voor- dan tegenstemmen) ongeacht het quorum of de meerderheid van de aanwezige leden.

Bij staking van stemmen is deze van de voorzitter bepalend.

De federale procureur, afdelingsauditeur of deskundige heeft slechts een raadgevende stem.

De voorzitter en de ondervoorzitter worden verkozen bij geheime stemming met gewone meerderheid.

Art. 4. Van de beraadslagen van de Raad wordt een verslag opgesteld door de secretaris in het Nederlands en in het Frans, met medewerking van de vertaaldienst van het auditoraat te Brussel. Het verslag wordt vertaald in het Duits, voor zover de vertaaldienst van het parket-generaal te Luik hiervoor kan instaan.

De secretaris verzendt het verslag per e-mail naar de leden van de Raad binnen een maand na de vergadering. De leden die aanwezig waren op de vergadering delen hun opmerkingen mee aan de secretaris binnen de twee weken na de toezending.

De opmerkingen worden door het secretariaat ter kennis gebracht aan de leden, voor zover zij niet reeds aan allen werden meegedeeld. Het verslag wordt als goedgekeurd beschouwd indien er geen schriftelijke opmerkingen zijn ontvangen per e-mail binnen de twee weken na verzending.

De secretaris, of het administratief secretariaat op verzoek van de secretaris, verzendt een exemplaar van het definitieve verslag naar de Minister van Justitie, het college van de procureurs-generaal, de federale procureur en de Raad van de procureurs des Konings.

Art. 5. De Raad stelt uiterlijk bij de aanvang van het gerechtelijk jaar zijn Bureau samen, bestaande uit de voorzitter, de ondervoorzitter en de secretaris.

Voor zover de Raad in het College van het Openbaar Ministerie wordt vertegenwoordigd door een andere arbeidsauditeur die geen lid is van het Bureau, kan deze het Bureau eveneens bijwonen.

Binnen de perken van zijn bevoegdheid vertrouwt de Raad het Bureau de voorbereiding en het beheer toe van de uitvoering van de beslissingen van de Raad.

Het Bureau mag zich niet uitspreken over een principekwestie zonder mandaat van de Raad.

Bij hoogdringendheid kan het Bureau, na raadpleging van de leden van de Raad, desnoods per e-mail, de beslissingen nemen die behoren tot de bevoegdheid van de Raad. Het Bureau deelt deze beslissingen zo vlug mogelijk mee aan de leden van de Raad. Deze beslissingen zijn echter pas definitief, na goedkeuring door de Raad op de eerstvolgende vergadering.

Het Bureau neemt alle initiatieven voor de goede werking van de Raad.

Het Bureau organiseert de verkiezingen.

Art. 6. Indien het Bureau dit nodig acht, kan het zich laten bijstaan door de Steundienst.

Art. 7. Par dérogation à l'article 3, le règlement d'ordre intérieur n'est modifié que moyennant l'accord de deux tiers des membres du Conseil.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 4 mars 2015 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du conseil des auditeurs du travail.

Donné à Bruxelles, le 4 mars 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
Koen GEENS

Art. 7. In afwijking van artikel 3 wordt het huishoudelijk reglement slechts gewijzigd met instemming van twee derde van de leden van de Raad.

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 4 maart 2015 houdende de goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de raad van arbeidsauditeurs.

Gegeven te Brussel, 4 maart 2015.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
Koen GEENS

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2015/11106]

4 MARS 2015. — Arrêté royal portant l'agrément de la Caisse de compensation visée à l'article 220 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, l'article 220;

Vu l'arrêté royal du 10 avril 2014 réglementant certains contrats d'assurance visant à garantir le remboursement du capital d'un crédit hypothécaire, les articles 18, § 3, et 19;

Considérant qu'en date du 28 novembre 2014, les membres fondateurs de l'asbl Accesso, en constitution, ont introduit une demande d'agrément en tant que Caisse de compensation, visée à l'article 220 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances;

Considérant qu'en date du 15 décembre 2014, l'asbl Accesso a été constituée et que ses statuts ont été publiés aux annexes du *Moniteur belge* du 29 décembre 2014;

Considérant qu'en date du 19 décembre 2014, la FSMA a émis son avis sur la demande d'agrément en application de l'article 18, § 3, de l'arrêté royal du 10 avril 2014 réglementant certains contrats d'assurance visant à garantir le remboursement du capital d'un crédit hypothécaire, et qu'elle ne s'est pas opposée à cet agrément,

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et des Consommateurs;

Article 1^{er}. Les statuts de constitution de l'asbl Accesso, numéro d'entreprise 0506.857.563, sont approuvés.

Toute modification de ces statuts est soumise pour approbation.

Art. 2. L'asbl Accesso est agréée comme la Caisse de compensation visée à l'article 220 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances.

Art. 3. Le règlement de compensation, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Le ministre qui a l'Economie et les Consommateurs dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mars 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,
K. PEETERS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2015/11106]

4 MAART 2015. — Koninklijk besluit tot erkenning van de Compensatiekas bedoeld in artikel 220 van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen, artikel 220;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 april 2014 tot regeling van sommige verzekeringsovereenkomsten tot waarborg van de terugbetaling van het kapitaal van een hypothecair krediet, de artikelen 18, § 3, en 19;

Overwegende dat op 28 november 2014 de stichtende leden van de vzw Accesso, in oprichting, een aanvraag hebben ingediend tot erkenning als Compensatiekas, bedoeld in artikel 220 van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen;

Overwegende dat op 15 december 2014 de vzw Accesso werd opgericht en haar statuten werden bekendgemaakt in de bijlagen aan het *Belgisch Staatsblad* van 29 december 2014;

Overwegende dat de FSMA, in toepassing van artikel 18, § 3, van het koninklijk besluit van 10 april 2014 tot regeling van sommige verzekeringsovereenkomsten tot waarborg van de terugbetaling van het kapitaal van een hypothecair krediet op 19 december 2014, advies heeft verstrekt over de aanvraag tot erkenning en zich niet heeft verzet tegen deze erkenning,

Op de voordracht van de Minister van Economie en Consumenten;

Artikel 1. De oprichtingsstatuten van de vzw Accesso, ondernemingsnummer 0506.857.563, worden goedgekeurd.

Elke wijziging van deze statuten wordt ter goedkeuring voorgelegd.

Art. 2. De vzw Accesso wordt erkend als de Compensatiekas bedoeld in artikel 220 van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen.

Art. 3. Het bij dit besluit gevoegde compensatiereglement wordt goedgekeurd.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. De minister bevoegd voor Economie en Consumenten is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 maart 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie en Consumenten,
K. PEETERS